

Formule 1/Grand Prix de France

Lagardère sème le doute sur le projet Disneyland

DONNÉ GAGNANT il y a peu, le ticket Lagardère-Disney semble de moins en moins emballé par l'organisation du futur Grand Prix de Formule 1 en Seine-et-Mame. A ce jour, la direction de Lagardère Sport n'a pas encore décidé de clore l'aventure avec le géant américain du divertissement. Mais le promoteur français pense déjà à un repli vers le site concurrent de Flins-sur-Seine porté par le conseil général des Yvelines et son président Pierre Bédier. Parmi les six dossiers retenus, la Fédération française du sport automobile avait d'ailleurs classé ce projet au deuxième rang... derrière Disneyland Resort Paris.

Plusieurs problèmes se posent aux dirigeants de Lagardère Sport. Le premier concerne l'opposition des riverains et d'une partie des élus des communes voisines qui vont tout mettre en œuvre pour retarder l'organisation du Grand Prix prévue en 2010. « Nous avons déjà engagé un avocat et nous constituons actuellement des dossiers que nous déposerons immédiatement au tribunal administratif si le site est retenu », indique José Martins, le président de Court-Circuit qui regroupe les opposants.

Un trou de 10 à 15 millions d'euros

L'autre souci est d'ordre administratif et touche à la nature des terrains qu'il faudra modifier. Là encore, Disney et Lagardère risquent de se heurter à l'hostilité de certains élus. De son côté, Disneyland Resort Paris semble de moins en moins enthousiaste à l'idée de mettre à mal les



CHESSY (SEINE-ET-MARNE), LE 9 OCTOBRE. Alain Prost s'était rendu sur place pour tenter de convaincre les élus du Syndicat de l'agglomération nouvelle (SAN). (LP/ARNAUD JOURNOY.)

bonnes relations patiemment construites avec ses plus proches voisins.

S'ajoutent les incertitudes sur le montage financier du projet, qui pourrait coûter entre 60 et 80 millions d'euros. Lors d'une réunion à Maignon hier matin avec les élus locaux et des représentants du Premier ministre, les dirigeants de Lagardère ont fait état d'un trou de 10 à 15 millions d'euros dans leur tour de table. Avant de demander aux élus de mettre la main au portefeuille. « Pas

question de payer pour un projet dont nous ne sommes pas demandeurs et auquel nous sommes opposés », a répondu le vice-président (UMP) du Syndicat d'agglomération nouvelle, Amaud de Belenet. Et comme les pouvoirs publics excluent également de mettre la main au portefeuille...

AURÉLIEN PÉROL
ET FRÉDÉRIC GOUAILLARD

■ **Fernando Alonso et Nelson Piquet** resteront chez Renault la saison prochaine.